
Déclaration conjointe au Forum politique de haut niveau de 2021 sur le développement durable

du collectif organisé des gouvernements locaux et régionaux

#HLPF2021
#Listen2Cities



Déclaration

Dans un monde confronté à une crise sans précédent, les gouvernements locaux et régionaux et les associations qui les représentent ont été et sont à la pointe des efforts pour surmonter ces temps difficiles et assurer la bonne protection des personnes et de la planète.

Les crises résultant de la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence le lien inextricable entre la fourniture de services publics locaux et les systèmes de santé, ainsi que l'importance de ces services pour protéger les personnes, la planète et promouvoir la prospérité et prendre soin de tous. **Le développement de politiques locales et régionales durables a été essentiel pour préserver la sécurité de nos communautés, en reliant les systèmes de santé, les services publics et les agendas de développement universel.**

Alors que la conversation se tourne vers la reprise, nous devons combler les défaillances qui ont été observées pendant la pandémie afin de préparer nos communautés à être plus résilientes et capables de faire face à des crises récurrentes potentielles de nature similaire. Les plans de relance aborder dimension économique et sociale, sans compromettre l'avenir de nos sociétés et de la planète, en réduisant l'impact environnemental dommageable de nos villes et territoires.

La reprise doit être équitable et fonctionner pour toutes les communautés

La pandémie de COVID-19 a exacerbé bon nombre des inégalités et des lacunes que nous connaissons déjà. Les groupes sociaux et territoires structurellement discriminés sont parmi les plus touchés par les conséquences sanitaires, économiques et sociales de cette pandémie, qui s'accompagne d'une série de crises complexes et imbriquées.

Tout au long de la partie la plus difficile de la pandémie, ce sont souvent les gouvernements locaux et régionaux (LRG), soutenus par leurs associations et leurs pairs à travers le monde, qui ont travaillé sans relâche en première ligne pour protéger les droits et les droits de la santé communautaire à travers la fourniture des services publics locaux, qui sous-tendent les mesures sanitaires.

Alors que nous nous dirigeons vers la reprise, il est essentiel de fournir des ressources et de soutenir adéquatement les services publics et, en particulier, de garantir des soins de santé universels dans le monde. En outre, nous devons respecter l'engagement de faire des vaccins un bien public mondial grâce à une collaboration étroite entre les secteurs public et privé, et de les distribuer équitablement à la population de tous les pays et territoires. Nous devons restaurer et améliorer les systèmes éducatifs, pour éviter de laisser les millions d'enfants qui ont abandonné l'école et courir le risque de tomber en dessous des niveaux minimaux de compétence en lecture. Les systèmes alimentaires localisés sont également essentiels pour contribuer à l'équité, assurer la nutrition et la sécurité alimentaire.

La nécessité de réduire la fracture numérique est plus que jamais cruciale, alors que nous entrons dans une ère où les connaissances numériques pour le travail, l'éducation, la santé et même les procédures publiques sont de plus en plus courantes. La littératie numérique est donc un nouveau droit humain. Il est nécessaire de mettre en place un cadre d'égalité garantissant la pleine inclusion et participation de tous, protégeant les droits numériques et créant des infrastructures publiques qui facilitent l'accès à Internet dans les espaces publics et garantissent un soutien adéquat en tant que nouveau service public.

Les services essentiels devront être redéfinis pour évoluer vers une société dans laquelle la solidarité et la citoyenneté active et informée garantissent la sécurité de tous. Tout le monde doit participer à la définition de l'avenir, en tenant compte du rôle crucial de la culture comme quatrième pilier du développement durable et de la nécessité de développer des espaces publics inclusifs.

Impliquer les groupes vulnérables dans la gouvernance, en particulier les personnes âgées et les personnes handicapées, est essentiel pour concevoir des territoires qui fonctionnent pour tous. La représentation équitable des femmes, dans la prise de décision et dans toutes les facettes de la société, requiert une attention particulière. Dans le contexte actuel, la sauvegarde et l'accélération de l'égalité des genres sont essentielles pour atteindre les ODD.

Une gouvernance centrée sur les personnes est la clé du développement d'une récupération urbaine durable et d'infrastructures qui favorisent un développement urbain plus inclusif, intégrant les établissements et les activités informelles dans le tissu urbain des pays du Sud et réduisant les impacts environnementaux urbains dommageables.

Il sera essentiel de coopérer à la mise en œuvre des Pactes mondiaux pour les migrations et les réfugiés en tant que feuilles de route fondamentales pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Reconnaître les contributions positives des populations migrantes et déplacées à leurs communautés d'origine, de transit et de destination est une condition préalable. Pour s'assurer que le rétablissement est inclusif, juste et équitable, quel que soit le statut d'immigration.

Le rôle des LRG en tant que levier de transformation n'est pas aussi clair que dans la reprise après COVID-19. Dans le même temps, toutes ces mesures ne peuvent voir le jour que si les GLR sont inclus dans les processus décisionnels à tous les niveaux.



Il n'y aura de relance que si elle est sûre, verte et juste

Les plans d'incitation et de relance pour la relance doivent promouvoir une économie durable, des infrastructures et des services publics qui créent des opportunités pour tous, réduisent l'impact environnemental des villes et des territoires, sont faibles en carbone et soutiennent la transition vers les énergies renouvelables.

En tant que principaux moteurs de la croissance économique, les villes et les territoires sont bien placés pour conduire des politiques locales adaptées à leurs communautés afin de débloquer des avantages économiques, sociaux et environnementaux. Les LRG sont aussi des moteurs de l'action écologique, en garantissant la rénovation des infrastructures à zéro carbone d'ici 2050. Il est essentiel que les engagements de transformation écologique pour préserver notre planète soient au centre des décisions et des agendas politiques à tous les niveaux. Pour permettre une action locale essentielle sur le changement climatique, nous devons veiller à ce que la finance verte mondiale soit plus accessible aux villes et aux gouvernements locaux.

Créer de nouveaux modèles et un cadre d'engagements garantissant un emploi productif et un travail décent pour tous est essentiel pour lutter contre les inégalités croissantes que la pandémie a exacerbées. Le travail, et la garantie des droits des travailleurs, est le levier le plus puissant pour lutter contre les inégalités et l'écart entre les sexes et les races. Une reprise juste et verte pourrait créer jusqu'à 50 millions d'emplois durables d'ici fin 2025, soit plus d'un tiers de plus qu'une reprise traditionnelle à haute teneur en carbone. Cela nécessite la redéfinition des secteurs critiques, tels que le tourisme, par les communautés et les groupes d'intérêt locaux en tant que pilier fondamental de la promotion de la diversité culturelle, de la fraternité et du patrimoine, tout en garantissant des emplois décents et en encourageant l'innovation et la durabilité avec des responsabilités intergénérationnelles.

Face à la COP26 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), il est nécessaire de rejoindre les campagnes mondiales « Race to Zero » et « Race to Resilience », qui promeuvent et soutiennent l'engagement des villes et des régions pour atteindre le zéro émission nette d'ici 2050, une transition juste qui évite les menaces croissantes, s'attaque aux inégalités en créant des emplois décents et ouvre des voies inclusives et durables.

Cela devrait inclure la fourniture d'un accès égal à une éducation de qualité pour tous, des opportunités d'emploi pour les jeunes et les personnes handicapées, la formation professionnelle et professionnelle et l'amélioration des compétences générales et numériques, et la suppression des barrières administratives, économiques et technologiques qui affectent nos communautés, y compris les mécanismes de régularisation, les prestations et la protection pour les travailleurs informels et les travailleurs contractuels.

Nous nous engageons à créer un système axé sur l'égalité qui implique pleinement les groupes de population défavorisés et leurs associations, capable d'offrir des services de base et de santé universels, des emplois décents et des opportunités pour tous, animé par une vision écologique et durable, en utilisant les technologies disponibles, pour aider renforcer le continuum urbain-rural enrichi par la coopération entre pairs et animé par des institutions inclusives responsables à tous les niveaux.



Le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux et des capacités des Gouvernements Locaux et Régionaux est une nécessité

Le collectif des GLR est convaincu que l'Agenda 2030 est un cadre adéquat non seulement pour la transformation requise après COVID-19, mais aussi pour garantir une reprise équitable, inclusive et durable. Nous sommes également conscients qu'aucune sphère de gouvernement ou acteur ne peut à elle seule réaliser les agendas mondiaux.

Les GLR ont un mandat démocratique et sont des acteurs étatiques qui souhaitent contribuer à façonner un système multilatéral qui met davantage l'accent sur le rôle que jouent l'urbanisation durable et un développement territorial plus équilibré dans la réalisation des agendas de développement mondiaux.

Cela signifie que nous devons considérer et soutenir le bien-être de nos communautés dans tous les territoires, villes intermédiaires, entités métropolitaines et régions. Nous devons renforcer les liens urbains-ruraux et construire des systèmes urbains équilibrés. La cohésion territoriale a besoin d'un soutien financier et capacitaire adéquat afin que les GLR ne laissent aucun territoire ou communauté de côté. L'ancrage de l'application de l'Agenda 2030 dans les priorités territoriales permet une approche de gouvernance collaborative et coopérative à plusieurs niveaux. Tant la coopération entre les villes que la coopération entre les régions ont un grand potentiel de transformation et de mobilisation, qui devrait être mieux reconnu, pour sensibiliser aux objectifs communs et renforcer les capacités au niveau local, ainsi qu'encourager la participation citoyenne à travers des mécanismes inclusifs.

La localisation des ODD nécessite une gouvernance à plusieurs niveaux, un leadership partagé et une coordination multipartite, intégrant l'Agenda 2030 dans les plans, politiques et actions locaux et régionaux. L'amélioration des mécanismes de coordination basés sur les principes de subsidiarité et de respect de l'autonomie locale, ainsi que la participation de la société civile, sont essentielles pour accélérer la mise en œuvre des ODD et promouvoir l'innovation locale.



La localisation des agendas est toujours aussi pertinente

Les LRG et leurs réseaux dirigent le mouvement mondial pour localiser les agendas universels - un témoignage de notre soutien à la cohésion territoriale et de ne laisser personne, ni aucune place, de côté. Ce n'est que par des mécanismes de coordination efficaces et l'établissement de synergies et d'interrelations entre les institutions que nous pourrions transformer ces engagements en actions.

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030, la participation des GLR aux processus de suivi et de rapport a évolué. Au cours des deux dernières années, le nombre total de rapports locaux volontaires (VLR) disponibles dans le monde a doublé (d'environ 40 GRL en juin 2020 à plus de 100 en juin 2021). Au cours de la même période, 15 rapports infranationaux volontaires (VSR) ont vu le jour dans 14 pays à travers le monde, représentant collectivement plus de 16 000 RGL. Cependant, la participation des GRL et de leurs associations aux exercices nationaux de rapport ne progresse pas suffisamment.

En 2021, le pourcentage de GLR consultés par leur gouvernement dans le processus de rapport national a diminué, malgré les efforts déployés par les LRG et leurs associations pour améliorer les rapports locaux et infranationaux. Si les ODD doivent être atteints, il est essentiel d'assurer l'implication des LRG dans les processus de production du rapport national volontaire (VNR), soutenu par un environnement institutionnel nettement plus favorable et des données désagrégées. Cela devrait être considéré comme une opportunité d'examen des politiques pour créer plus de traction et d'appropriation des objectifs mondiaux.



Nos espoirs pour le HLPF 2021

Les efforts partagés entre les GLR et leurs réseaux et partenaires pour maintenir la prestation de services et assurer la sécurité de leurs communautés ont été essentiels pour atténuer la pandémie, et le monde a besoin de ces efforts pour continuer à assurer une meilleure normalité.

Les GLR mettent en lumière les nouveaux éléments essentiels d'un monde qui se soucie. Le moment est venu de développer un environnement permettant aux femmes et aux filles d'être représentées dans toutes les facettes de la vie publique ; œuvrer pour la pérennité des services de base comme pierre angulaire de la vie de nos communautés ; promouvoir une nouvelle technologie qui renforce la démocratie et améliore la qualité de vie des gens ; et redessiner nos villes et territoires pour que chacun puisse vivre dignement.

En ce sens, le collectif LRG appelle le HLPF :

- ▶ **Nous appelons au renforcement des services de santé et de la vaccination universelle pour tous**, et que la gouvernance multipartite du système international pour répondre aux urgences soit renforcée.
- ▶ **Nous appelons au soutien ininterrompu de toutes les sphères du gouvernement pour assurer la protection** de la santé et des droits humains à tous et en particulier aux couches les plus marginalisées et déjà structurellement défavorisées de la population, y compris les migrants et les personnes déplacées.
- ▶ **Nous demandons le soutien ininterrompu de toutes les sphères de gouvernement pour garantir la protection de la santé et des droits humains à tous et**, en particulier, aux facettes les plus marginalisées et déjà structurellement défavorisées de la population, y compris les populations migrantes et déplacées.

- ▶ **Conformément à l'Accord de Paris et aux conclusions du GIEC, nous demandons que tous les efforts de récupération soient orientés vers une récupération écologique et équitable**, et contribuent ainsi également à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour maintenir le réchauffement climatique dans l'objectif de 1,5 ° C.
- ▶ **Nous appelons à associer les GLR à la définition et à la mise en œuvre des plans de récupération pour assurer une récupération** sûre, écologique et équitable. Débloquer les moyens de mise en œuvre pour les GLR permettra une reprise juste, inclusive et durable des secteurs stratégiques pour atteindre les ODD.
- ▶ **Nous appelons les systèmes internationaux et les gouvernements nationaux à promouvoir les réformes nécessaires pour renforcer le rôle et les ressources des GLR.** Il est nécessaire que les GLR soient responsabilisés, avec des cadres réglementaires adéquats qui favorisent l'alignement des plans nationaux et territoriaux avec les ODD pour assurer l'accès universel à des services publics de qualité.
- ▶ **Nous demandons que l'accès et la participation à la vie culturelle soient garantis comme antidote à toutes les crises**, et que son rôle essentiel dans le redressement de nos communautés soit reconnu avec son pouvoir de justice sociale, de libertés, d'innovation et de fraternité mondiale.
- ▶ **Nous demandons la reconnaissance du Nouvel Agenda Urbain afin qu'il fasse partie intégrante de notre réponse à la relance** post-COVID-19 en raison de son potentiel à accélérer la réalisation des objectifs mondiaux et de son potentiel à territorialiser la réalisation de l'objectif mondial. Objectifs, en s'appuyant sur un système de villes métropolitaines et intermédiaires et en s'appuyant sur le continuum rural-urbain.
- ▶ **Nous appelons le HLPF à reconnaître le rôle essentiel que joue la migration pour le développement durable**, et appelons tous les États membres à se joindre aux gouvernements locaux pour développer et mettre en œuvre des mesures politiques qui défendent les droits humains des migrants et reconnaissent les interrelations entre le changement climatique, la mobilité humaine et l'urbanisation, en identifiant une action commune pour atteindre ensemble les ODD 10, 11 et 13.
- ▶ **Nous demandons l'implication des GLR dans le processus VNR et la pleine reconnaissance des VLR et des VSR** dans le cadre des processus de suivi et de rapport, ainsi que dans les délibérations officielles du HLPF.
- ▶ **Nous appelons à un système dans lequel les GLR participent pleinement en occupant un siège permanent aux tables de prise de décision** représentant les populations qu'ils servent, et une communauté internationale forte et un système des Nations Unies à jour qui reflète le contexte actuel, y compris les GLR à toutes les étapes du processus décisionnel.
- ▶ **Nous réitérons l'engagement de notre collectif organisé à la localisation de tous les agendas de développement universels**, y compris le nouveau programme urbain, le programme 2030, le programme d'action d'Addis-Abeba, le programme pour le climat, le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière, et le Pacte mondial sur les réfugiés. Ce n'est qu'en réalisant tous les agendas comme un seul que nous pouvons assurer une reprise sûre, équitable et écologique qui fonctionne pour tous.

**GLOBAL
TASKFORCE**
DE GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX

